

Petites Villes



HEBDO

N° 9 – Mercredi 17 mars 2010

Sommaire

- 1..... Questionnaire sur la réforme territoriale
- 1..... L'APVF suit avec attention la réforme des valeurs locatives cadastrales
- 2..... La vie de l'APVF
- 3..... Finances : trois circulaires pour préparer l'année 2010
- 3..... Paroles d'Elus n°6
- 4..... Formations de l'APVF
- 5..... Agenda de l'APVF

Merci aux 500 Maires qui ont déjà répondu au questionnaire sur l'avenir de la décentralisation !

L'APVF a reçu à ce jour près de 500 réponses au questionnaire sur l'avenir de la décentralisation qu'elle a envoyé à tous les Maires des petites villes. Merci à ceux qui ont répondu pour leur collaboration !

Il reste encore quelques jours pour renvoyer le questionnaire à l'APVF. Les résultats de ce questionnaire permettront à l'APVF de préparer en mieux les Assises de Joigny les 27 et 28 mai prochains, et notamment les propositions qu'elle présentera au gouvernement.

Vous pouvez retrouver le questionnaire au lien suivant :

<http://www.apvf.asso.fr/files/2010-02-Questionnairedecentralisation.pdf>

ACTUALITE

L'APVF suit avec attention la réforme des valeurs locatives cadastrales

Dans son rapport public 2009, la Cour des comptes faisait remarquer que les bases servant au calcul des taxes directes locales reposaient sur des classifications correspondant à l'état du parc immobilier des années soixante. En effet, en dépit de l'actualisation opérée en 1980 ainsi que des revalorisations forfaitaires pratiquées

annuellement, les valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux se sont éloignées de la situation résultant du marché locatif : elles n'ont donc pas pu prendre en compte précisément les hausses du prix de l'immobilier et d'une manière plus générale les évolutions réelles du marché locatif.

En réponse à une question écrite du député UMP Georges Ginesta (Var) qui demandait à Eric Woerth d'indiquer les mesures qu'il entendait prendre afin de remédier à ce problème, le ministre du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État a confirmé il y a quelques jours la mise en place d'un groupe de travail concernant la révision de ces valeurs locatives.

Eric Woerth a en effet annoncé qu'« une concertation préalable [...] avec les représentants des collectivités territoriales sera ouverte très prochainement sous la forme d'un groupe de travail dont les conclusions devraient aboutir pour trouver une traduction législative en 2010. ». Les locaux commerciaux devraient être les premiers visés par la réforme.

La délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation du Sénat s'était déjà réunie en janvier dernier, pour un débat d'orientation sur la révision des valeurs locatives. Un certain nombre de grands principes étaient alors ressortis de ce débat, parmi lesquels la nécessité de mettre en œuvre cette réforme rapidement, la conduite de la revalorisation des valeurs locatives au niveau national, le maintien d'un niveau constant de ressources pour les collectivités territoriales et le lissage des effets de cette révision sur une période relativement longue.

Plusieurs membres de la délégation s'étaient aussi prononcés en faveur d'un système déclaratif "plaçant les contribuables devant leur responsabilité", comme c'est le cas actuellement par exemple pour l'impôt de solidarité sur la fortune.

L'APVF suit de très près les différentes étapes de cette réforme qui a pour but de rétablir une plus grande équité entre contribuables et de rénover l'assiette de l'ensemble des impôts locaux fonciers.

II LA VIE DE L'APVF

L'APVF participe aux assises de la péréquation...

L'APVF participera le jeudi 1er avril prochain aux Assises de la péréquation et de la solidarité territoriale organisées par l'Association des maires de France, l'Association des maires des grandes villes de France et l'Association des communautés urbaines de France.

Ces assises seront l'occasion de dresser un état des lieux des inégalités territoriales et d'émettre des propositions pour améliorer les mécanismes de péréquation actuels.

... et aux Etats généraux du logement

L'APVF participera également le mercredi 17 mars au comité de pilotage de l'Union sociale pour l'habitat afin de préparer les Etats généraux du logement qui se tiendront le 4 mai prochain à la maison de la mutualité. Ce comité de pilotage, composé des acteurs de l'habitat (entreprises du bâtiment, représentants des élus locaux, bailleurs sociaux...) soumettra lors de ces Etats Généraux un ensemble de propositions.

Rencontre avec le Secrétariat Général des Affaires Européennes du Premier Ministre

L'APVF a participé à la réunion tenue à l'Association des Maires de France avec le SGAE sur la transposition de la directive Services en France et la mise en œuvre du paquet 'Monti-Kroes' relatif aux compensations financières versées en contrepartie d'activités de service d'intérêt économique général.

Murielle Lacoue-Labarthe (Chef du Secteur marché intérieur) et Benoît Banzept (chargé de mission aux collectivités territoriales) du SGAE ont exposé aux associations d'élus la position de l'Etat sur ces deux dossiers que l'APVF suit de très près.

**Parution du Tome VI de Paroles
d'Elus fin 2010 :
Votre commune peut y figurer !**



Pour la cinquième année consécutive, l'Association des petites villes de France participe à la réalisation de l'ouvrage « Paroles d'élus », Tome 6, piloté par France Télécom.

Depuis sa création en 2005, cette publication présente des projets portés par des collectivités locales, s'appuyant sur les technologies de l'information et de la communication (TIC). Il s'agit donc de donner quelques exemples concrets de politiques locales innovantes en matière de TIC, dans des domaines aussi variés que le développement économique, la gestion interne des collectivités, la santé, le social, les services publics, le tourisme et la culture, l'éducation et la formation, ou encore les transports et de promouvoir ces expériences auprès du public et des autres collectivités locales.

Si votre commune est porteuse d'une telle initiative, l'APVF vous invite à remplir le questionnaire ci-joint puis à nous le renvoyer dès que possible par mail (ywayolle@apvf.asso.fr), afin de faire connaître les bonnes pratiques de votre collectivité et peut-être, de figurer dans cet ouvrage. Ce dernier paraîtra à l'automne et fera l'objet d'une large diffusion ainsi que d'une présentation au prochain Salon des Maires.

**Pensez à consulter le nouveau site
Internet de Paroles d'élus !**

:: FINANCES

Trois circulaires pour préparer l'année 2010

Plusieurs circulaires récemment publiées permettent de préparer le budget primitif 2010 des communes.

La première circulaire (IOCB1004099 C), en date du 23 février 2010, présente les nouvelles dispositions relatives à la fiscalité locale prévues à la fois par la loi de finances pour 2010, par la loi de finances rectificative pour 2009 et par différentes lois adoptées en 2009. Une annexe 1 actualise en outre certaines références générales (seuils, taux moyens, tarifs, etc.) applicables en 2010 à la fiscalité locale. Surtout, une annexe 2 présente en détail les modalités de suppression et de remplacement de la taxe professionnelle, y compris les dispositions transitoires applicables en 2010.

La deuxième circulaire (IOCB1005728C) du 2 mars 2010, a trait à la fixation du taux d'imposition des taxes directes locales. Elle permet de faire le point sur les règles de plafonnement des taux et de lien entre les taux des différentes taxes, et comprend une partie spécifique à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Enfin, une troisième circulaire (IOCB1002778C) du 5 mars 2010, cosignée cette fois par le ministre de l'Intérieur et le ministre du Budget et des comptes publics, est dédiée au mécanisme de remboursement anticipé du FCTVA. Elle vise à préciser les modalités de contrôle du respect de l'engagement conventionnel ainsi que les conditions de pérennisation du dispositif.

Elle inclut également un modèle de délibération à adopter en conseil municipal pour les communes qui souhaiteraient s'engager pour la première fois en 2010.

FORMATION

Le maire et les associations : Sécuriser les relations juridiques et financières

Mardi 23 mars, au siège de l'APVF

I. Quand la commune soutient les associations

A. Les conventions de subvention

- Comment préparer les conventions ?
- Quelles sont les conditions qui peuvent être imposées par la commune ?
- Quel contrôle de l'exécution est-il possible de prévoir ?

B. Les mises à disposition

- Quelles sont les modalités concrètes de la mise à disposition de locaux et d'équipements ?
- Dans quels cas doit-on prévoir le paiement d'une redevance ?
- Quels sont les risques administratifs et pénaux encourus par les élus ?

II. Quand la commune pénètre dans les associations

A. Le risque de la confusion des rôles

- Distinguer les « conseillers intéressés » (risque administratif), la prise illégale d'intérêts (risque pénal), les « entrepreneurs de services municipaux » (risque électoral) et la gestion de fait (risque financier).
- Sécuriser la situation pour éviter leur apparition.

B. Le risque des associations transparentes

- Quels sont les critères de l'association transparente ?
- Quels sont les avantages et les risques encourus ?
- Comment régulariser leur situation ?

FORMATION

Mon intercommunalité évolue : comment défendre les intérêts de ma commune ?

Mardi 27 avril, au siège de l'APVF

I. L'évolution des structures

A. L'évolution du périmètre

- Le périmètre s'étend à de nouvelles communes : quelle est la procédure et quelles sont les conséquences pour la réduction du périmètre : est-il possible d'empêcher la sortie d'une commune membre ?

B. La transformation de l'EPCI

- Mon EPCI change de nature : le passage de la communauté de communes à la communauté d'agglomération et de la communauté d'agglomération à la communauté urbaine.
- La fusion de plusieurs EPCI : conditions et conséquences. Quels changements sont prévus par la réforme en cours ?

II. L'évolution des compétences

A. L'accroissement des compétences

- Quelle procédure ? Quelle liberté de choix ?
- Quelles conséquences pour l'attribution de compensation

B. La remise en cause des pactes financiers

- Quel avenir pour l'attribution de compensation des EPCI à taxe professionnelle unique ?
- Faut-il remplacer la dotation de solidarité communautaire par des fonds de concours ?

Inscriptions :

http://www.apvf.asso.fr/1-14-Detail-agenda-de-l-APVF.php?num_agenda=33



== AGENDA DE L'APVF

Mercredi 7 avril 2010 à 10h30

Conseil d'administration de l'APVF

Vendredi 30 avril 2010, à Toulouse (Haute-Garonne)

Rencontre régionale des Maires des petites villes du Grand Sud-ouest

« Grenelle de l'environnement et après ?

Quelles applications concrètes dans les petites villes et leurs territoires ? »

ASSISES DE L'APVF

27 et 28 mai 2010, à Joigny (Yonne)

XIIIèmes Assises de l'APVF et Assises de la décentralisation



APVF – 42 Bd RASPAIL – 75007 PARIS
Tél. : 01 45 44 00 83 / Fax. : 01 45 48 02 56
www.apvf.asso.fr